



Secretariat of the
Convention on Biological Diversity

22 May 2007
International Day for Biological Diversity



Biodiversity and Climate Change

Intervention du Dr Ahmed Djoghla
Secrétaire Exécutif de la Convention sur la Diversité
Biologique

À la Conférence de Solidarité Internationale pour des
Stratégies face aux Changements Climatiques dans les régions
africaine et méditerranéenne

Tunis
18 Novembre 2007



Hier à Valence, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, dont je tiens à rendre un hommage marqué à son Président, le professeur Rajendra Kumar Pachauri, lauréat du Prix Nobel de la Paix, qui nous a honoré par sa présence aujourd'hui, a finalisé son rapport de synthèse adressé aux décideurs politiques. Sa présence parmi nous aujourd'hui est aussi un acte de solidarité. Qu'il en soit pour cela remercié.

Le message des 2500 experts appartenant à 130 pays est sans équivoque. En l'absence d'un sursaut salutaire et immédiat, l'impact des changements climatiques risque d'être irréversible. Un message similaire a été lancé par les 390 experts qui ont contribué à la préparation du quatrième rapport sur l'Etat de l'Environnement de notre planète, rendu public il y a quelques jours par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. L'empreinte écologique de l'homme a atteint le seuil de l'intolérable, voire de l'irréparable. En effet, selon l'Evaluation des écosystèmes pour le millénaire, préparée par 1395 experts appartenant à 95 pays, les pressions exercées du fait des activités humaines sur les fonctions naturelles de la planète ont atteint un tel degré que la capacité des écosystèmes à répondre aux besoins des générations futures est désormais sérieusement, et peut être irréversiblement, compromise.

Les changements anthropiques sur les fonctions naturelles de notre planète n'ont jamais été, depuis l'apparition de l'homme sur terre, aussi destructeurs que durant le demi-siècle écoulé, entraînant ainsi une extinction inégalée de la biodiversité sur terre. Le taux d'extinction des espèces serait aujourd'hui de mille fois plus élevé que le taux naturel. Selon certains experts, on serait à la veille de la sixième vague d'extinctions globales des espèces, la plus grave peut être, mais assurément la première engendrée par une autre espèce : l'Homme.

Les changements climatiques sont une l'une des causes majeures de la perte de la diversité biologique. Selon le rapport du GEC, jusqu'à 30% des espèces animales et végétales aujourd'hui recensées risquent de disparaître avant la fin du siècle en cours. C'est pour cela que la communauté internationale a célébré, le 22 mai dernier, la Journée Mondiale de la Biodiversité sur le thème « Biodiversité et changements climatiques ». Je tiens ici à rendre un hommage marqué à Monsieur Yvo de Boer, le Secrétaire exécutif de la Convention sur les changements climatiques, pour sa contribution à la réussite de cet événement. Je tiens également à remercier le professeur Rajendra Kumar Pachauri pour le message qu'il a bien voulu adresser aux 300 participants réunis à cette occasion au Jardin Botanique de Montréal.

Aucun continent, aucune espèce, aucun écosystème ne sera épargné par les effets des changements climatiques. Mais les continents, les espèces et les écosystèmes les plus vulnérables paieront un lourd tribut. Aucun segment de la société ne sera épargné, mais les plus pauvres seront les premiers à en pâtir.

Comme l'a dit Monseigneur Desmond Tutu, lauréat du Prix Nobel de la paix « l'Afrique et les changements climatiques sont intimement liés car les changements climatiques affecteront durablement le bien être des populations africaines ». Cette triste vérité a été reconnue par la chancelière allemande Mme Angela Merkel qui, à l'issue de sa visite officielle en Afrique du Sud le mois passé, a déclaré « on constate que les changements climatiques sont déjà une réalité, cependant, les effets des changements climatiques sont plus évidents ici en Afrique du Sud qu'en Allemagne ». C'est pour cela que la Déclaration adoptée par le Sommet du Groupe des 8 qui s'est tenu en juin de cette année à Heligendann contient un engagement fort pour la réalisation de l'objectif de Johannesburg de réduire la perte de la biodiversité avant 2010.

Plus de 6 millions d'hectares de terres arables sont engloutis chaque année par la désertification. Ce phénomène affecte la vie de plus 250 millions de personnes, parmi les plus pauvres. Huit des dix pays les plus pauvres au monde sont localisés dans des zones arides,

principalement en Afrique. Les changements climatiques vont aggraver ce défi environnemental majeur qui affecte durablement et durement l'Afrique et les Africains. Notre ami, M. Luc Gnacadja, le Secrétaire exécutif de la Convention sur la lutte contre la désertification qui vient de prendre ses fonctions mérite tout notre appui. Dans l'accomplissement de ses lourdes responsabilités, il pourra toujours compter sur l'appui indéfectible du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

Cependant les zones arides abritent une biodiversité aussi précieuse qu'indispensable aux communautés locales. Sur les terres du Serengeti, une migration annuelle de plus de 2 millions d'ongulés est observée, alors qu'ailleurs, en Méditerranée, l'écosystème abrite plus de 11 700 espèces endémiques. Malheureusement, plus de 2 300 espèces propres aux zones arides sont aujourd'hui menacées d'extinction. Les changements climatiques vont accélérer cette déperdition aggravant ainsi les conditions de subsistance de millions d'Africains. Jusqu'à 40% des espèces endémiques à l'Afrique risquent de disparaître d'ici à 2085 en raison des changements climatiques. Dans les régions appelées le Succulent Karoo ou le Fynbos en Afrique du Sud, on prévoit que 50% de l'habitat aura disparu d'ici 2050. Dans la région méditerranéenne, les changements climatiques sont déjà tenus responsables de la disparition au cours des années 90 des dauphins bleus et blancs et 40% des espèces de requins et de raies sont menacées d'extinction.

Si, la consommation d'eau potable est aujourd'hui de 135 litres par jour et par personne dans les pays développés, elle n'est que de 14 litres seulement en Afrique. Les changements climatiques ont déjà fait baisser le niveau du Lac Victoria d'environ 30%. Le niveau des bassins du Sénégal, du Niger, et du Lac Tchad a baissé d'entre 40 à 60%. D'ici l'année 2020, la calotte glaciaire du Mont Kilimandjaro pourrait disparaître pour la première fois en 11 000 années. Les forêts nébuleuses du Mont Kilimandjaro constituent une importante source d'approvisionnement en eau pour les populations avoisinantes. Cependant, au cours des 30 dernières années, la perte d'un apport annuel en eau potable équivalant à ce que devraient consommer 1 million de personnes a été constatée. En 2020, entre 75 et 250 millions d'Africains rejoindront le lot des populations souffrant de pénuries chroniques d'eau. L'agriculture et la biodiversité agricole représentent 20 à 60% du produit national brut en Afrique. 75% des Africains dépendent de la pluie pour leurs besoins agricoles. Les changements climatiques risquent de faire perdre à l'agriculture africaine jusqu'à 40% de ses rendements.

La biodiversité marine fournit 50% des besoins en protéines des populations locales africaines et représente un soutien économique important pour plus de 250 millions de personnes. La mer Méditerranée, qui ne représente que 0,7% de la superficie mondiale des océans et des mers, recèle de 7,5% de la faune et de 18% de la flore marine mondiale. Cependant le réchauffement des eaux menace ce patrimoine naturel exceptionnel. En effet, le plancton végétal, véritable socle de la chaîne alimentaire des mers et des océans risque de pâtir des changements climatiques. Il en va de même du corail. C'est pour cela que je me réjouis de la présence parmi nous de M. Cherif Rahmani, qui vient d'être nommé ambassadeur du Plan Bleu.

L'accroissement des phénomènes climatiques extrêmes liés aux changements climatiques ne va pas épargner l'Afrique. Le rapport sur l'État de l'environnement du Soudan récemment publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement démontre que les changements climatiques exacerbent les tensions et les conflits en Afrique. Selon le GEC, 100 millions d'Africains risquent bientôt de devenir des réfugiés du climat. Depuis le début de cette année, l'Organisation des Nations Unies a lancé 12 appels à l'aide internationale d'urgence en raison de situations liées aux changements climatiques. En septembre dernier, 22 pays africains et plus d'un million et demi de personnes ont été affectés par des inondations les plus importantes depuis 30 ans. Le mois passé, ici à Tunis, les inondations ont coûté la vie à onze citoyens et causé

des dégâts matériels considérables. Face aux défis multiformes des changements climatiques, un devoir de solidarité internationale s'impose comme une urgence incontournable.

Où mieux se réunir, pour parler de solidarité internationale face aux changements climatiques que dans le pays dont le Président, S.E.M. Zine El Abidine Ben Ali, n'a eu de cesse que d'œuvrer à la création d'un Fonds international de solidarité et qui, au lendemain même du Sommet de Rio en 1992, a mis sur pied le Fonds national de solidarité? Où mieux se réunir pour parler de biodiversité qu'ici en Tunisie, un pays dont le Président a offert une mosaïque qui orne les locaux du Secrétariat à Montréal sous la bannière « solidarité internationale pour protéger la biodiversité de notre planète »

Où mieux se réunir, pour la première Conférence mondiale sur les effets des changements climatiques en Afrique et en Méditerranée qu'ici en Tunisie, véritable carrefour des civilisations et en cette ville de Tunis, qui vient de célébrer le 600ème anniversaire de la mort d'Ibn Khaldoun, cet homme de science et de savoir qui, dès le 14em siècle, a suggéré un changement général des conditions afin de créer un environnement social et politique entièrement nouveau, comme si un nouveau monde était créé?

Où mieux se réunir pour faire le point sur le chemin qu'il reste à parcourir en matière de développement durable des écosystèmes fragiles, qu'ici en Tunisie, le pays des 270 boulevards de l'environnement et des 100 parcs urbains, dont le couvert végétal est passé de moins de 3% à plus de 12,7%, faisant ainsi passer le couvert végétal par tête d'habitant à 14m², et en ce pays qui consacre plus de 1,2% de son PIB à la protection de son patrimoine biologique riche de ses 3591 espèces végétales et 2244 espèces animales?

Où mieux se réunir pour parler de synergie des conventions de Rio qu'ici en Tunisie, le pays qui a adopté cette année un plan d'action sur les synergies des conventions sœurs du développement durable.

Je tenais donc, en votre nom à tous, à rendre hommage à Son Excellence M. Nadhir Hamada pour son œuvre méritoire en vue du développement durable en Tunisie, qui ne saurait se concevoir en dehors de l'adaptation aux changements climatiques et à travers une solidarité internationale renouée.

Je vous remercie pour votre aimable attention